

L'essentiel de la semaine

1 CHRONIQUE

Le recours à la dette ne se justifie moralement et économiquement que pour financer la croissance et la préparation de l'avenir

2 DETTE PUBLIQUE

En 2013, l'endettement de l'Etat auprès du système bancaire a largement contribué à compenser le tarissement des ressources extérieures

3 COMMERCE EXTÉRIEUR

En février, les importations de marchandises ont enflé à un rythme deux fois plus rapide que les exportations

3 BALANCE DES PAIEMENTS

Le solde courant s'aggrave au quatrième trimestre 2013

4 INFLATION - PRIX DE GROS

Les prix des produits manufacturés, au niveau du gros, ont bondi de +9,2% en rythme annualisé en janvier

5 POLITIQUE MONÉTAIRE

La BCT réprime la hausse du coût de l'argent à coups d'injections de plus en plus massives de liquidités

CHRONIQUE DE LA SEMAINE

Le recours à la dette ne se justifie moralement et économiquement que pour financer la croissance et la préparation de l'avenir

Après avoir décliné au cours des années deux-mille, la dette financière de l'Etat s'est remise à gonfler depuis 2011. Toutefois, la véritable préoccupation que soulève la dette publique réside moins dans les sommes qui sont en jeu que dans l'usage qu'il en est fait. A la limite, il importe peu que l'endettement public enflé, l'important est que l'argent public soit mieux dépensé ; que la dette publique soit au service d'un effort réel pour la croissance et la préparation de l'avenir.

Depuis 2011, la dette financière de l'Etat ne cesse de s'alourdir. Selon les données publiées cette semaine par le Ministère des finances et relatives à l'année 2013, elle aurait gonflé de +36,4% depuis la révolte de 2011. En trois ans (2011-2013), elle est passée de 40% de notre production nationale annuelle à 46,2% et serait, selon les prévisions du FMI, proche de 50% du PIB en 2015.

La vérité sur les chiffres de la dette publique est plus complexe. En effet, à cette dette financière il faudrait ajouter les multiples engagements de l'Etat pris à l'égard des entreprises et des banques publiques, des organismes de retraite et de protection sociale, etc. Des engagements qui ne figurent pas aujourd'hui dans la dette publique mais doivent être pris en compte.

En réalité, la véritable préoccupation que soulève la question de la dette publique réside moins dans les sommes qui sont en jeu que dans les pratiques financières de l'Etat et l'usage qu'il en fait. L'explosion de la dette publique au cours des trois dernières années s'explique par des circonstances exceptionnelles (révolte

sociale qu'il a fallu panser -en partie- par des augmentations des salaires et des transferts sociaux sur fond d'une croissance économique atone et de taux d'intérêt de plus en plus élevés). Force cependant est de constater que le *Nouvel Etat indépendant* tunisien qui éprouvait une solide aversion pour l'endettement pour des raisons liées à son histoire en est venu subrepticement à recourir systématiquement au déficit budgétaire et à considérer l'endettement comme une ressource publique à part entière. L'endettement public qui fut à l'origine, le prétexte pour l'établissement du protectorat français et donc, de la perte de l'indépendance du pays, apparaît de plus en plus comme une ressource publique à part entière destinée à entretenir une armée grossissante de fonctionnaires publics et d'institutions bureaucratiques de moins en moins efficaces. A l'heure où l'investissement tel qu'il apparaît à travers les importations de biens d'équipement, est en panne sèche, l'endettement extérieur en devises continue d'enfler pour financer l'expansion des importations de biens de consommation. Dit autrement, la dette publique qui se justifiait initialement par la nécessité de

INDICATEURS ÉCONOMIQUES CLÉS
à suivre cette semaine

- Tunisie – Déclarations d'investissement à l'APII des mois de janvier-février
- Tunisie – Evolution des salaires au 4ème trimestre 2013 dans le secteur privé
- Zone euro – Inflation de février
- Zone euro – Indice Zew du climat économique du mois de mars
- Zone euro – Production dans le secteur de la construction de janvier
- France – Statistiques d'emploi du 4ème trim. 2013
- Etats-Unis – Statistiques de la production industrielle de février
- Etats-Unis – Permis de construire et mise en chantier de février
- Etats-Unis – Balance courante du 4ème trim. 2013

Les chiffres de la semaine

DETTE PUBLIQUE	COMMERCE EXTÉRIEUR	INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS	INFLATION PRIX DE GROS
+35,5%	-1,9 Milliards DT	-73,7%	+9,2%
Hausse (en glissement annuel) du service de la dette publique intérieure en 2013 Source : Calculé d'après les données du Ministère des finances - Tunisie	Montant du déficit commercial cumulé des mois de janvier et février 2014 Source : Institut National de la Statistique - Tunisie	Variation (en pourcent) des IDE au 4ème trimestre 2013 par rapport au 4ème trimestre 2012 Source : Calculé d'après les données de la Banque centrale de Tunisie	Hausse (en rythme annualisé) des prix des produits manufacturés au niveau du gros Source : Calculé d'après les données de l'Institut National de la Statistique - Tunisie

pallier à l'insuffisance de l'épargne pour doter le pays d'infrastructures modernes évolue subrepticement vers le financement de la consommation. En détournant une part croissante des concours accordés par le système bancaire à l'économie, l'Etat soustrait ainsi des ressources financières qui, normalement, auraient dû être allouées au secteur productif marchand (c'est ce que dans le jargon économique on désigne par *effet d'éviction*). Par ce biais, la dette publique apparaît de plus en plus comme un frein à la croissance économique.

Pendant longtemps, l'investissement public a servi de « variable d'ajustement » pour préserver le déficit du Budget de l'Etat dans des limites jugées acceptables pour la préservation des grands équilibres macroéconomiques. C'est du reste, ce qui explique l'état de sous-développement des infrastructures de base dans les « zones d'ombre » du pays c'est-à-dire, les régions de l'intérieur qui ont allumé la flamme de la révolte de 2010-2011. Paradoxalement, le phénomène s'est poursuivi en s'aggravant au cours des trois dernières années. L'investissement public a globalement, sinon reculé, du moins stagné. En clair, l'envolée de l'endettement public n'a donc pas financé un effort structuré en faveur des dépenses les plus utiles à la croissance

et à la préparation de l'avenir, c'est-à-dire les dépenses susceptibles de favoriser le cheminement « vers l'instauration d'un nouveau modèle économique, reposant essentiellement sur l'investissement, le développement intégré et la baisse de la consommation » réclamé cette semaine par celui qui a présidé au cours de ces (presque) trois dernières années aux destinées suprêmes du pays. Au regard de l'état de délabrement des infrastructures routières, du cadre de vie urbain, des écoles, des universités, des hôpitaux, il est même permis d'affirmer que le patrimoine public s'est appauvri tout en s'endettant. Plus préoccupant, la dette publique a même permis d'entretenir des dépenses publiques inefficaces (que l'on songe à l'inflation des départements ministériels dont certains viennent d'être regroupés sans que cela se traduise par des allègements d'effectifs), d'augmenter les effectifs d'un appareil d'Etat qui pourtant aspire (et devrait) à la réduction de ses missions et élargir l'espace de l'initiative privée (que l'on songe aux espoirs placés dans le « partenariat public-privé » et à la nécessité d'élargir le périmètre des entreprises publiques privatisables) et enfin, de reporter sempiternellement la modernisation de l'organisation et de la gestion de la machine administrative. Une

bureaucratie devenue en elle-même, source d'incitations permanentes et croissantes à la dépense publique (que l'on songe à la procédure d'élaboration du Budget de l'Etat qui consiste à reconduire pour une année donnée, les « mesures votées » l'année précédente augmentées - mécaniquement - d'un certain pourcentage).

Dans le contexte historique très particulier que traverse actuellement notre pays, il appartient au nouveau gouvernement de compétences de restaurer une véritable capacité d'action publique, de rassurer nos bailleurs de fonds sur la bonne gestion future de nos finances publiques, de soutenir les activités économiques productives et créatrices d'emplois dans le secteur privé et de faire fonctionner correctement les services sociaux de base en dotant les secteurs concernés des budgets de fonctionnement (notamment en consommables tels que matériels scolaires, médicaments, etc.) et d'investissement nécessaires (rénovation des équipements existants). A la limite, il importe peu que l'endettement public enflé, l'important est que l'argent public soit mieux dépensé ; que la dette publique soit au service d'un effort constant et structuré pour la croissance et la préparation de l'avenir.

DETTE PUBLIQUE

En 2013, l'endettement de l'Etat auprès du système bancaire a largement contribué à compenser le tarissement des ressources extérieures

Alors que l'encours de la dette extérieure a quasiment stagné en 2013 (+1,3% en g.a), l'encours de la dette intérieure a gonflé de +28,2% (en g.a) et son service (intérêts + principal) de +35,5% en g.a

La dette de l'Etat a enflé en 2013 de +11,3% par rapport à l'année 2012 essentiellement par recours à l'endettement intérieur auprès des banques. Suite aux difficultés éprouvées par le pays pour drainer des ressources financières extérieures, l'Etat a dû se rabattre sur le système bancaire pour ses différents besoins de financement. En effet,

l'endettement intérieur a gonflé de +28,2% par rapport à 2012 cependant que le stock de dette extérieure a quasiment stagné : +1,3% en glissement annuel.

Conséquence : le service de la dette intérieure a littéralement explosé (+35,5% en g.a). A eux seuls, les intérêts de la dette ont absorbé plus de 1,4 milliards de dinars.

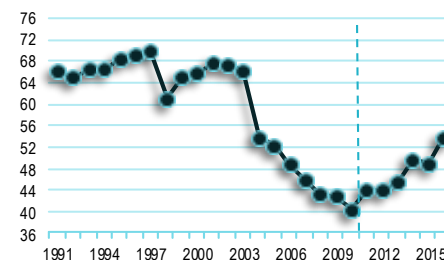
LA DETTE PUBLIQUE À FIN DÉCEMBRE 2013

Source : Ministère des finances - Tunisie

Situation à fin décembre 2013	Données Période	A 1 an		LFC 2013	Structure de la dette
		En millions dinars	Glissement annuel		
Service de la dette publique			En %		
Intérêts	4 406,1	4 118,8	7,0	4 220,0	100
Principal	1 411,2	1 267,6	11,3	1 360,0	32,0
Service dette en % recettes d'exportations (a)	2 994,9	2 851,2	5,0	2 860,0	68,0
	15,9	15,5	-	-	-
Encours de la dette publique					
Dont, dette intérieure	34 983,2	31 420,1	11,3	36 658,0	100
Dont, dette extérieure	15 005,0	11 706,3	28,2	13 565,0	42,9
	19 978,2	19 713,8	1,3	23 093,0	57,1
	2013	2012	2011	2010	2009
Encours dette en % du PIB	46,2	44,5	44,4	40,4	42,8

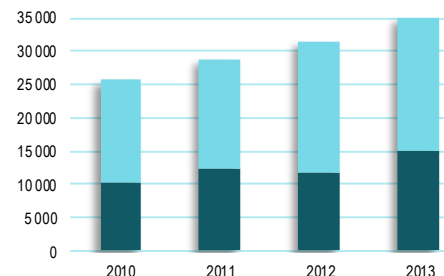
Evolution de la dette publique

En pourcent. du PIB



Evolution de l'encours de la dette publique

En millions de dinars
 ■ Dette intérieure
 ■ Dette extérieure



COMMERCE EXTÉRIEUR

En février, les importations de marchandises ont enflé à un rythme deux fois plus rapide que les exportations

La facture énergétique pèse de plus en plus lourd sur les échanges

Au mois de février, les exportations de marchandises ont progressé de +5,5% (m/m) et les importations de +10,0% (m/m). A un an, la croissance est resp. de +5,3% et 13,4%. Il en résulte un déficit commercial qui s'établit à plus d'un milliard de dinars (-1 048,7 Mds DT) en progression de +36,4% en g.a.

La relative bonne tenue des exportations est due à un « sursaut » des exportations

d'énergie (+33,3% m/m et +46,6% en g.a) cependant que les importations restent tirées fondamentalement par les carburants (+23,8% m/m et +96,8% en g.a) (voir graphique).

A la poursuite de l'alourdissement de la facture énergétique, il y a lieu de noter également celle relative à l'alimentation. Le déficit de la balance alimentaire a plus que double par rapport à l'année 2010.

QUELQUES INDICATEURS DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA TUNISIE

Source : Institut National de la Statistique - Tunis

Mois de février 2014	Données Période	Période Précédente	A 1 an	Variation mois / mois	Glissement annuel
<i>Données mensuelles en millions dinars</i>					
Exportations (En MDT)	2 316,8	2 196,1	2 199,4	5,5	5,3
Importations (En MDT)	3 365,5	3 059,3	2 968,0	10,0	13,4
Solde commercial (En MDT)	-1 048,7	-863,2	-768,6	-	36,4
Solde commercial en % du total des échanges	-18,5	-16,4	-14,9	-	-
Taux de couverture en %	68,8	71,8	74,0	-	-
<i>Données cumulées 2 mois 2014</i>					
<i>En Milliards dinars</i>					
Exportations (En MDT)	4,51	-	4,39	-	2,7
Importations (En MDT)	6,42	-	5,93	-	8,3
Solde commercial cumulé (En Milliards DT)	-1,91	-	-1,54	-	24,3
	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012
Solde commercial cumulé en % du PIB	-15,6	-15,4	-14,9	-13,2	-16,5

BALANCE DES PAIEMENTS

Le solde courant s'aggrave au quatrième trimestre 2013

Au 4ème trimestre 2013, les investissements directs étrangers s'effondrent de -73,7% par rapport au 4ème trimestre 2012

L'aggravation du déficit commercial au 4ème trimestre 2013 conjugué avec le recul des recettes touristiques (-0,3% en g.a), des transferts de revenus des Tunisiens résident à l'étranger (-1,9%

en g.a) et l'effondrement des investissements directs étrangers sont à l'origine de la forte détérioration de la situation de la balance des paiements à la fin de l'année 2013.

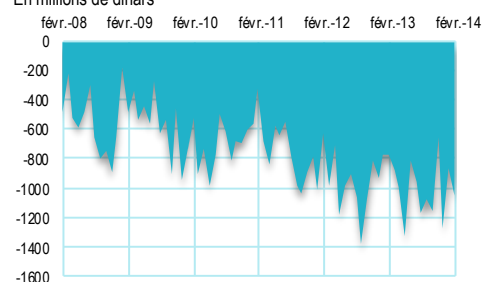
LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA TUNISIE

Source : Institut National de la Statistique - Tunis

Quatrième trimestre 2013	Données Période	Période Précédente	A 1 an	Variation / 2012	Variation / 2010
<i>En millions dinars</i>					
Solde commercial	-2 527,5	-2 657,0	-2 281,2
Recettes touristiques	804,2	1 145,6	806,9	-0,3	-5,2
Revenus du travail	920,6	1 155,7	938,2	-1,9	28,
Solde courant	-1 699,0	-1 436,2	-1 207,8
Investissements directs nets	385,6	526,7	1 464,0	-73,7	-39,6
Solde des opérations en capital	1 905,1	1 415,3	3 945,6
Solde général de la balance des paiements	206,1	-20,9	2 737,8
Ou, variation des avoirs de réserves					
<i>En pourcentage du PIB - Données trimestrielles</i>					
Solde commercial	-13,1	-13,5	-13,6	-10,3	-12,6
Recettes touristiques	4,2	5,9	4,2	2,7	4,5
Revenus du travail	4,8	6,0	4,7	3,9	5,2
Solde courant	-8,8	-7,4	-10,1	-7,7	-6,7

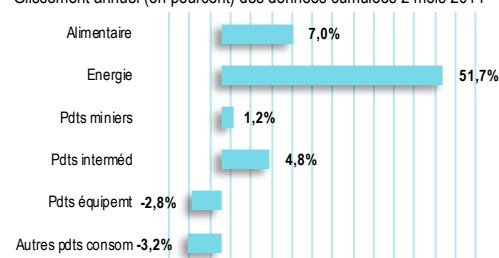
Evolution du solde commercial

En millions de dinars



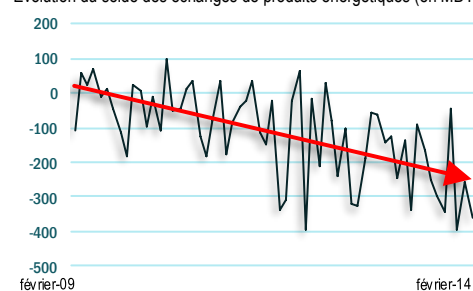
Les importations par type d'utilisation

Glissement annuel (en pourcent) des données cumulées 2 mois 2014



La balance énergétique

Evolution du solde des échanges de produits énergétiques (en MDT)



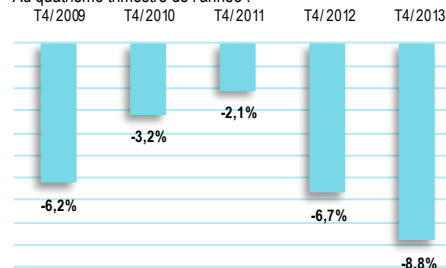
Investissements directs étrangers

En millions de dinars



Solde courant en pourcent du PIB

Au quatrième trimestre de l'année :



INFLATION - PRIX DE GROS

Les prix des produits manufacturés, au niveau du gros, ont bondi de **+9,2%** en rythme annualisé en janvier

L'inflation au niveau des prix de gros telle qu'elle apparaît à travers l'indice des prix de vente industriels, a été considérablement réprimée par la baisse sensible des prix des produits phosphatiers et des produits chimiques dérivés

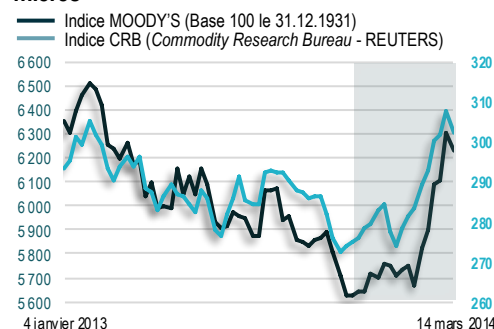
L'accalmie qu'ont connue les prix de vente industriels tout au long de l'année 2013 semble close. En effet, les prix internationaux des produits de base ont connu en 2013, une baisse sensible qui a fini par impacter positivement sur les prix de gros en Tunisie. Ceux-ci ont évolué en 2013 au rythme mensuel moyen de +2,8%.

Comme l'indique le graphique ci-contre, la courbe des prix au niveau mondial s'est nettement inversée depuis le début de l'année. Suite à la reprise économique amorcée dès la fin de l'année 2013 dans les pays industrialisés, les prix internationaux des matières premières se sont remis à hausser. L'indice *Moody's* des prix des matières premières a gagné +8,3% depuis le début de l'année ; +7,6% pour l'indice CRB (*Commodity Research Bureau - REUTERS*) des prix des métaux de base.

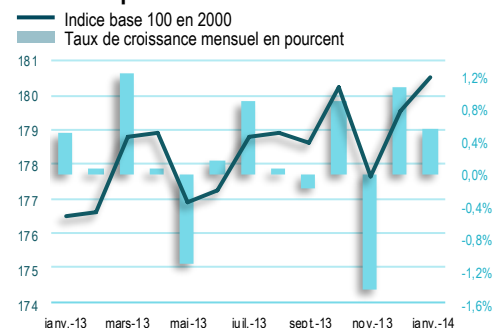
Pour la Tunisie, tout semble indiquer que les prix de vente industriels vont connaître la même évolution. Après s'être considérablement modéré tout au long de l'année 2013, l'indice des prix de vente industriels de l'INS a bondi de plus de 10% (en rythme annualisé) en décembre et de +6,7% au mois de janvier.

Ce rebond de l'inflation en janvier, au niveau des prix de gros, a été considérablement réprimé par la poursuite de la baisse des produits phosphatiers (-1,0% m/m et -35,4% en g.a), des produits chimiques dérivés (-0,7% m/m), des produits textiles (-0,1% m/m) et des produits industriels divers (-0,1% m/m). Il s'explique fondamentalement par la flambée des prix des matériaux de construction (+6,5% m/m) et, dans une mesure moindre, par la hausse des prix des produits des industries mécaniques & électriques (+0,4% m/m).

Indice des prix internationaux des matières premières



Indice des prix de vente industriels



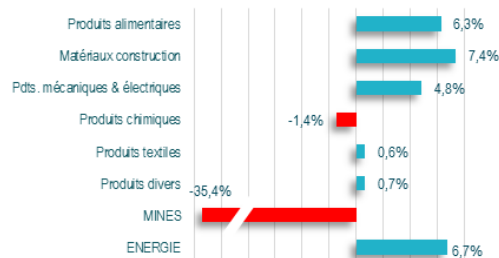
INDICE DES PRIX DE VENTE INDUSTRIELS

Source : Institut National de la Statistique - Tunis

Mois de janvier 2013	Données Période	Période Précédente	A 1 an	Variation mois / mois	Glissement annuel
	Base 100 = 20000			Variation en %	
Indice des prix de vente industriels	180,5	179,5	176,5	0,6	2,3
Produits agricoles & alimentaires	178,7	178,6	168,1	0,1	6,3
Matériaux de construction	202,9	190,5	188,9	6,5	7,4
Produits mécaniques & électriques	167,0	166,3	159,3	0,4	4,8
Produits chimiques	165,2	166,4	167,6	-0,7	-1,4
Textiles, habillement & cuir	139,8	139,9	138,9	-0,1	0,6
Produits miniers	285,8	288,7	442,5	-1,0	-35,4
Energie	230,2	230,0	215,7	0,1	6,7

Indice des prix de vente industriels

Glissement annuel (en pourcent) des prix de vente industriels selon les principales catégories de produits



Les destinataires de cette lettre sont les dirigeants et les hauts cadres de la vie économique, politique, sociale et culturelle du pays.

Les informations contenues dans ce document sont puisées aux meilleures sources et sont réputées exactes à la date de fin de rédaction indiquée en

dernière page de ce document. Elles peuvent être modifiées sans préavis. Les analyses et données contenues dans ce document ne doivent être ni copiées, ni reproduites, ni modifiées, ni traduites, ni distribuées à aucune personne tierce sans l'accord préalable de TEMA.

Cette lettre hebdomadaire a été préparée par TEMA, un Think tank fondé par Hachemi Alaya et enregistré en tant que S.A.R.L au registre de commerce sous le matricule B0112592013. Elle est distribuée uniquement sur abonnement.

Copyright © TEMA S.A.R.L - Tous droits réservés.

REVUE DES MARCHÉS

Données de la journée du vendredi 14 mars 2014

Marchés monétaire & obligataire

	Valeur	À 1 semaine	À 1 mois	À 1 an
BCT-TUNISIE Taux directeur : 4,50				
Taux quotidien	4,730	4,730	4,750	4,260
Taux à 1 an	4,863	4,870	4,863	4,250
Taux à 5 ans	5,995	5,995	5,984	6,040
Taux à 10 ans	6,115	6,126	6,126	6,280
BCE- ZONE EURO Taux directeur : 0,25				
Eonia	0,157	0,157	0,144	0,068
Euribor à 3 mois	0,304	0,287	0,287	0,204
Libor en euros à 6 mois	0,36343	0,36629	0,34129	0,22571
Bund 5 ans	0,60	0,68	0,66	0,45
Bund 10 ans	1,54	1,66	1,67	1,47
FED- ETATS-UNIS Taux directeur : 0,25				
Fed - Funds	0,07	0,08	0,06	0,15
Treasury Bonds 5 ans	1,54	1,63	1,53	0,89
Treasury Bonds 10 ans	2,64	2,79	2,75	2,04

Liquidité

Unité	Valeur	A 1 semaine	+haut à 1 an	+bas à 1 an
Solde CC Trésor	MDT 834,5	621,4	1642,0	42,2
Solde CC des banques	MDT 310,7	399,4	645,7	106,0
Refinancement BCT	MDT 4 901,6	4 653,6	5 376,7	2 804,5
Open Market	MDT 887,6	887,6	849,6	25,6
Transactions interbancaires	MDT 791,8	832,5	1 201,5	540,0
Billets & monnaies	MDT 7 574	7 598	7 829	6 601
Avoirs en devises	Mds DT 11,54	11,60	12,49	10,14
En nb jours d'importations	jours 104	104	118	94

Marché des changes

Unité	Valeur	A 1 semaine	+haut à 1 an	+bas à 1 an
MARCHÉ DES CHANGES INTERBANCAIRE DE TUNIS				
Euro	1 € 2,1897	2,1773	2,3024	2,0447
Dollar U.S	1 \$ 1,5677	1,5811	1,6830	1,5390
Yen Japonais	1000 ¥ 15,2756	15,2765	16,7820	15,5550
Dirham Marocain	10 DH 1,9377	1,9255	2,0347	1,8390
Dinar Algérien	10 DA 0,2030	0,2025	0,2120	0,1974
Dinar Libyen	1 DL 1,2572	1,2587	1,3468	1,2216
MARCHÉ DE L'EURO				
Euro - Dollar U.S	1 € 1,3911	1,3875	1,3812	1,2773
Euro - Yuan chinois	1 € 8,5077	8,4831	8,3988	8,1294

Bourse

Index	Valeur	A 1 semaine	+haut à 1 an	+bas à 1 an
TUNIS				
TUNINDEX	4 616,91	4 624,39	4 777,6	4 337,7
TUNINDEX 20	1 869,15	1 867,74	nd	1753,2
Volume (1000 DT)	44 358	78 643	72 845	2 283
NEW YORK				
DOW JONES	16 065,67	16 452,72	16 488,91	13 435,20
PARIS				
CAC 40	4 216,37	4 366,42	4 408,08	3 649,5
ZONE EURO				
EURO STOXX 50	3 004,64	3 095,31	3 149,23	2549,48
CASABLANCA				
MASI flottant	9 571,64	9 544,10	9 544,1	8 356,4
LE CAIRE				
EGX-30	8 140,05	7 949,60	8 127,44	4 625,8
ASIE				
S&P/ASX 200	5 329,40	5 462,31	5 462,31	4737,70

Matières premières

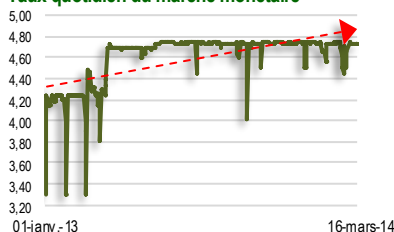
Unité	Valeur	A 1 semaine	+haut à 1 an	+bas à 1 an
Blé à Chicago	Cts/Boisseau 696,25	649,00	792,50	600,00
Pétrole Brent	\$/Baril 108,21	108,78	118,76	99,16
Or à Paris	€/Lingot 31 500	31 050	40 600	27 650
Phosphate Rock (a)	\$/mT 103,0	102,2	185,0	108,5
INDICE CRB	100 = 1958 302,43	307,85	305,48	276,17
INDICE MOODY'S	100 = 1931 6 237,0	6 308,1	6 516,4	5 637,2
IBM - Food (a)	100 = 2000 113,0	108,7	124,6	111,0
BALTIC DRY INDEX	USD 1 468,0	1 480,0	2 337,0	706,0

(a) Cours moyen mensuel

TENDANCE DE LA SEMAINE

Taux d'intérêt	Euro / Dinar	Euro / Dollar	Bourse TUNIS	Pétrole - Brent
4,730%	2,18968	1,3911	4616,91	\$ 108,21
4,730%	2,17734	1,3875	4 624,39	\$ 108,78

Taux quotidien du marché monétaire



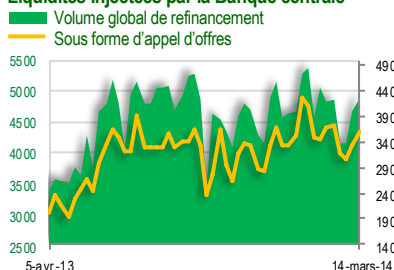
TAUX D'INTÉRÊT

La BCT réprime la hausse du coût de l'argent à coups d'injections de plus en plus massives de liquidités

La semaine a connu une nette augmentation des liquidités injectées par la BCT pour pallier le resserrement de la liquidité bancaire. Les liquidités offertes dans le cadre de l'appel d'offres ont augmenté de +8,7% par rapport à la semaine dernière et le montant global du refinancement a avoisiné les 5 milliards de dinars.

N'eût été la chape de plomb qu'impose la BCT à la variation du taux de l'intérêt du marché monétaire, le coût de l'argent (dont la hausse est censée agir sur l'inflation) aurait connu une nette variation vers le haut. La persistance des tensions inflationnistes et la fragilisation de la situation des banques plaident en faveur du maintien de la tendance à la hausse du coût de l'argent.

Liquidités injectées par la Banque centrale

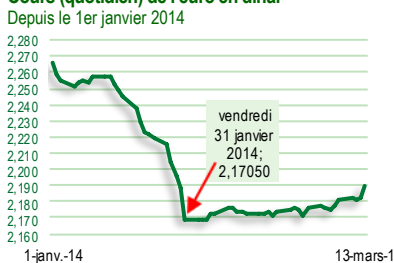


AVOIRS EN DEVISES

Les avoirs en devises stabilisés pour la troisième semaine consécutive, à 104 jours d'importations

Elles s'établissent en fin de semaine à 11,54 milliards de dinars.

Cours (quotidien) de l'euro en dinar

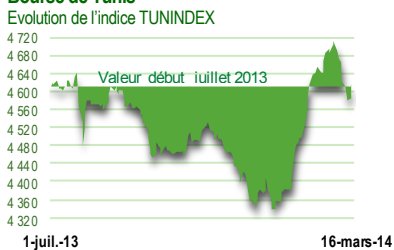


CHANGE : EURO \ DOLLAR

Le dinar ne peut faire fi continuellement de la contrainte extérieure

L'appréciation du dinar face à l'euro qui s'est enclenchée depuis la fin de l'année 2013 touche à sa fin. L'aggravation des déséquilibres extérieurs observée au cours des deux premiers de l'année sur fond d'un redressement économique qui traîne en longueur et d'une brusque aggravation de la situation sociale ont fini par inverser la courbe (voir graphique ci-contre).

Bourse de Tunis

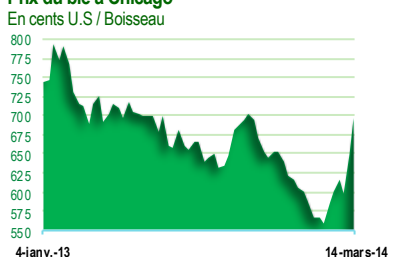


BOURSE

La Bourse joue la prudence et sur-réagit à la lenteur du processus de redressement économique et au regain de tension sociale

Sur la semaine, le marché a accusé un recul net de -43,6% du volume des transactions et de -60,5% du volume des titres traités. Le TUNINDEX clôture la semaine sur un recul limité à -0,16% (-2,05% depuis le début du mois de mars).

Prix du blé à Chicago



MATIÈRES PREMIÈRES

Les perspectives de l'économie mondiales portent les cours des matières premières

Le prix du blé et de la plupart des produits alimentaires importés par la Tunisie sont orientés à la hausse. En deux semaines, le prix du blé à Chicago a grimpé de +16,5%. Le pétrole résiste à la baisse en raison notamment de la crise ukrainienne.